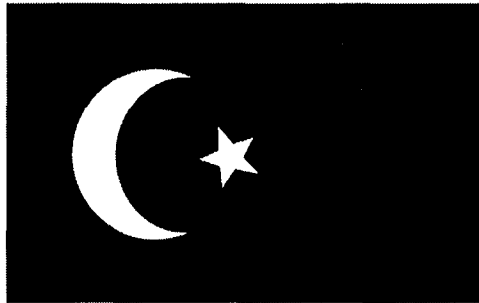


**LA TURQUIE DANS L'EUROPE:  
SOMMAIRE**

1997-603



**1. INTRODUCTION**

**2. LA TURQUIE, UN PAYS TIRAILLE ENTRE OCCIDENT ET ORIENT, LAICITE ET ISLAMISME, DEMOCRATIE ET REGIME MILITAIRE**

**2.1. UN PAYS AU PASSE HISTORIQUE RICHE QUI OCCUPE UNE PLACE ORIGINALE AUX MARCHES DE L'EUROPE;**

**2.2. POSSEDE INDISPUTABLEMENT DES ATOUTS MAIS EST CONFRONTE A UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES POLITIQUE, ECONOMIQUE, ET SOCIAL.**

**3. LA TURQUIE, UNPARTENAIRE PRIVILEGIE POUR L'EUROPE A LA FOIS INDESIRABLE ET COURTISE**

**3.1. CERTAINS DE SES PROBLEMES ENTRAVENT LA NORMALISATION COMPLETE DE SES RELATIONS AVEC L'EUROPE;**

**3.2. ELLE DEVRA POURTANT ETRE INTEGREE A L'EUROPE, GAGE DE SECURITE ET DE STABILITE DANS LA REGION.**

**4. ANNEXES**

**Mémoire de géopolitique  
du Lcl SERRA  
Div B groupe 7**

## **LA TURQUIE DANS L'EUROPE : UNE NECESSAIRE INTEGRATION**

La Turquie a hérité d'un vertigineux passé qui a laissé de grands souvenirs et est responsable d'un double sentiment de supériorité pour ce que son peuple a été et d'infériorité pour ce qu'il est devenu.

Telle est la première clé historique qui ouvre la porte de son présent.

Au coeur de la plupart des grands bouleversements de notre époque, crise du Golfe, effondrement de l'URSS, éclatement de la Yougoslavie, identité kurde, avenir de Chypre, relations avec la Grèce, équilibres explosifs de Caucasic, instabilité de l'Asie centrale, la spécificité turque réside dans la capacité inédite de ce pays à se situer dans plusieurs sous-systèmes.

L'équilibre en méditerranée orientale, dans les Balkans, dans le Caucase, au Proche-Orient, en Asie centrale et en Europe dépend en partie de la fonction modératrice qu'exerce tout azimuth le modèle turc.

Bénéficiant d'une situation géostratégique exceptionnelle, de nombreux atouts culturels et économiques, la Turquie est partagée entre des tropismes orientaux, les convoitises vers le monde musulman et son appartenance pleine et entière à l'Europe.

La Turquie est à l'évidence aujourd'hui en train de devenir une puissance régionale active, courtisée par les nations occidentales mais encore indésirable à part entière dans l'Union européenne, tant son chemin vers une véritable démocratie laïque est encore long. Pourtant, bien que confrontée à des problèmes intérieurs d'ordre politique, économique et social, ce grand pays musulman devra trouver une place incontestable dans l'Europe, seule véritable gage de stabilité et de sécurité dans la région.

### **LA TURQUIE, UN PAYS TIRAILLE ENTRE ORIENT ET OCCIDENT, ISLAMISME ET LAICITE, DEMOCRATIE ET REGIME MILITAIRE.**

**La Turquie est un pays au passé historique très riche qui occupe une place originale aux marches de l'Europe.**

Elle constitue un ensemble disparate où a eu lieu un mélange des peuples les plus divers, la synthèse des cultures de l'Iran, de l'Inde, de la Chine et de la steppe sibérienne.

L'influence des Achéménides, des rois perses Darius puis Xercès céda la place à celle des helléniques sous la domination d'Alexandre le Grand puis à celle des romains. Islamisés progressivement par des Iraniens musulmans entre les 8ème et 10ème siècles, les Turcs commencent à s'étendre jusqu'aux frontières de l'Inde. L'invasion des populations turco-mongoles originaires du haut plateau Altaï et

l'installation d'une tribu dans l'Anatolie donnent naissance à la dynastie ottomane. Alliés des Grecs contre les Bulgares, les Ottomans découvrent la civilisation byzantine et commencent la conquête des Balkans.

La dynastie ottomane, vassalisée par Tamerlan et ses hordes turco-mongoles au début du 15<sup>ème</sup> siècle, retrouve son indépendance à sa mort. Une succession de conquêtes de l'Europe à l'Asie centrale donne naissance à un empire dont l'apogée se situe au 16<sup>ème</sup> siècle sous Soliman le magnifique. La dynastie ottomane, bien que musulmane, se considère déjà comme européenne. Le déclin de l'empire débute avec la découverte des Amériques et l'inversion des routes du commerce diminuant le rôle de la Méditerranée. La chute de l'empire est la résultante de son engagement aux côtés des puissances du centre et de leur défaite dans la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. La France et le Royaume-Uni détruisent et répartissent l'empire du sultan Mehmet VI lors du traité de Sèvres en 1920.

Mais le général Mustapha Kémal souhaite constituer un Etat national de Turquie. Il réussit entre 1919 et 1923, fort de l'appui soviétique, à bâtir sur les ruines de l'empire ottoman, un Etat libre doté d'institutions modernes et laïques. Premier président de la nouvelle République turque, il reste celui qui donna le droit de vote aux femmes, proclama la séparation de la religion et de l'Etat et remplaça l'alphabet arabe par l'écriture latine.

Mustapha Kémal dit Atatürk, ou père des turcs, a par ailleurs forgé une armée, devenue un pilier de l'Etat.

Son œuvre politique, sociale et spirituelle va contribuer à ancrer la Turquie à l'Europe.

Ce vaste pays, coïncé entre Occident et Orient, occupe une place originale aux marches de l'Europe. Au plan de ses caractéristiques physiques, le territoire de la Turquie se partage entre cinq grands ensembles.

La Thrace orientale, vaste plateau avec quelques reliefs, qui contrôle par le Nord l'accès à la mer Noire avec le détroit des Dardanelles, la mer de Marmara et plus à l'Est le Bosphore. Cette région donne à la Turquie ses frontières avec la Grèce et la Bulgarie.

Le plateau anatolien s'étend de la mer Egée à la Phrygie orientale. Il constitue le cœur de l'Asie mineure et renferme de riches gisements de minerais de fer et de métaux non ferreux. Sa partie Nord-Ouest contrôle l'accès à la mer Noire au Sud des Dardanelles.

Les Alpes pontiques, au Nord, forment un bourrelet montagneux continu depuis le Bosphore jusqu'à la Géorgie.

La partie Est du pays, dite région de l'ancienne Arménie, englobe une partie du Kurdistan et donne au pays ses frontières avec l'Arménie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. En outre, elle revêt une grande importance puisque le Tigre et l'Euphrate, vitaux pour ses voisins du Sud, y prennent leur source.

L'arc montagneux méridional Taurus ouvre la Turquie sur la mer Méditerranée orientale et la Syrie.

Faiblement peuplée lors de sa fondation, la République turque a bénéficié d'une forte poussée démographique notamment durant la période 1955- 1960.

Le peuplement Turc, fort de 60 millions d'individus, est presque homogène par sa langue depuis le départ et les échanges de populations stipulés par le traité de

Lausanne de 1923. Seules subsistent une petite minorité grecque à Istanbul et une solide minorité kurde d'origine indo-iranienne dans l'Est du pays. Homogène, la population turque l'est aussi par sa religion musulmane. Plus de 99% des turcs sont musulmans de rite sunnite hormis quelques îlots chiites dans les zones montagnardes les plus reculées.

La Turquie présente donc un potentiel intéressant pour l'Europe compte tenu de sa situation géographique, de sa population et des richesses de son sous-sol.

**Mais malgré d'indiscutables atouts, elle est confrontée à un certain nombre de problèmes politique, économique, social et relationnel avec ses voisins.**

La Turquie est le seul pays musulman démocratique et laïque où il existe un véritable espace politique multipartisme. La démocratie et les idéaux démocratiques introduits par Mustapha Kémal, il y a quelques soixante-quatorze ans, ont profondément pris racine dans la société civile. La forte tradition étatique et la surveillance d'une armée dévouée à la sauvegarde des intérêts démocratiques et séculaires de la République entraînent une certaine stabilité institutionnelle.

Cependant la multitude de partis dans le paysage politique rend le pays difficilement gouvernable. Pas moins de sept jouent un rôle plus ou moins important au sein de l'Assemblée nationale. Ainsi les premiers ministres désignés par le président de la République ne peuvent obtenir une majorité que grâce à un assemblage de partis aux convictions diverses et de députés indépendants. Au regard des élections législatives qui se succèdent le constat est flagrant : le parlement s'émiette. Les partis conservateurs de droite, le *Parti de la juste voie* de Mme Ciller et le *Parti de la mère patrie* dirigé par Mesut Yilmaz ne peuvent pas s'entendre. Le *Parti républicain* du peuple, créé par Mustapha Kémal est mis à mal. Le *Parti de la gauche démocratique*, dirigé par Bülent Ecevit, stagne depuis plusieurs années. Les petits partis, *nationaliste* de Alparslan Türkeş, et le *Mouvement de la nouvelle démocratie* de Cem Boyner restent marginalisés. Seul le Parti de la prospérité, le *Refah*, parti islamiste de Necmettin Erbakan enregistre une progression à chaque nouvelle élection.

La Turquie est ainsi plongée dans une crise politique dont les risques sont double : le premier est de voir la classe dirigeante turque, livrée aux jeux politiques qu'elle affectionne, renvoyer à un futur incertain la prise de décisions urgentes. Le deuxième est que les fondamentalistes musulmans accroissent leur influence et brisent l'unité du pays où les différentes communautés ont réussi à cohabiter dans le cadre laïque hérité du Kémalisme.

Un autre problème de la Turquie résulte de la tension très vive entre la presse foisonnante, sinon florissante, et la classe politique qui voit en elle une ennemie. Les révélations sur la corruption de certaines personnalités, l'appartenance d'autres à des réseaux mafieux n'y sont pas étrangères. Ainsi, les modernistes résolument tournés vers l'Europe ont peur que les révélations sur les turpitudes du pouvoir dégénèrent en coup d'état militaire et ne nuisent à l'image du pays déjà ternie par le problème kurde.

Cette minorité est forte de 10 millions d'individus soit 15 % de la population turque. Résidant à l'origine dans les zones rurales de l'Est et du Sud-Est, les kurdes ont, au

fil des années, migré vers les grandes villes. La moitié vit toujours dans ses zones d'implantation traditionnelles et subit une répression militaire dans le Sud-est de l'Anatolie depuis que le Parti des travailleurs du Kurdistan est entré en lutte armée contre le pouvoir en 1984. Le refus d'une reconnaissance de l'identité kurde par Ankara plonge le pays dans une guerre dont les conséquences sont multiples: des milliers de victimes, de graves répercussions économiques dans la région et une émigration massive qui a aggravé les disparités régionales et a gonflé les populations urbaines.

Ces difficultés économiques et sociales se généralisent d'ailleurs à l'ensemble du pays.

Bien qu'ayant bénéficié d'un boom ces dernières années, l'économie turque reste malade. De plus, l'agriculture demeure très archaïque.

La politique de déréglementation des échanges et d'ouverture sur l'extérieur initiée au début des années quatre-vingts, et poursuivie par Turgut Özal, a permis un véritable boom économique. Les ingrédients mis en oeuvre sont multiples :

- l'abolition du contrôle des changes et la libre convertibilité de la livre turque ;
- la mise en vigueur d'un code des investissements très libéral et incitatif ;
- la réforme de la politique monétaire et l'accueil de nombreux établissements étrangers ;
- l'amorce de restructuration et de privatisation du secteur public.

Ainsi, depuis les quinze dernières années, la croissance moyenne est d'environ 6 % par an. Plusieurs secteurs ont acquis une compétence suffisante pour ouvrir la voie à l'exportation : les véhicules, les téléviseurs ainsi que les produits sidérurgiques. De plus la richesse de son sous-sol permet à la Turquie l'exportation de minerais de fer et de métaux non ferreux. Par ailleurs, le pays est devenu terre d'accueil pour les investisseurs étrangers, dont le nombre est passé de 109 à plus de 2400 pour la majorité en provenance de la Communauté européenne. Tout ceci démontre une impressionnante capacité d'adaptation et d'assimilation, l'indéniable vitalité d'un secteur privé devenu prépondérant et un savoir-faire reconnu à l'étranger.

Pourtant l'économie turque est fragilisée par des déséquilibres inquiétants. Un déficit important de la balance commerciale, une forte croissance de la dette externe, l'accentuation du déficit budgétaire et surtout une inflation proche des 80 % sont des maux récurrents. Les plans d'austérité ne produisent pas les effets escomptés et les dévaluations de la monnaie se succèdent comme en témoigne l'apparition récente sur le marché turc d'un nouveau billet de banque de 5 millions de livres!

De plus, plusieurs entreprises publiques sont au bord de l'asphyxie financière, de nombreux petits producteurs ont fait faillite et enfin certaines grandes firmes privées doivent se restructurer pour survivre face à la concurrence étrangère. Ainsi le chômage est en forte augmentation dont les premières victimes sont les habitants des quartiers populaires, vivant le plus souvent au seuil de la misère.

Certes la Turquie fait montre une nouvelle fois de ses capacités à réagir et à s'adapter mais il faut bien voir que le prix en est une amputation du pouvoir d'achat de la population et une crise sociale qui s'accroît.

La marche forcée vers l'industrialisation a accentué la dichotomie villes-campagnes entre, d'une part Istanbul et le pourtour méditerranéen, et d'autre part, l'Anatolie qui

reste sous-développée. Le morcellement des terres, des méthodes de culture très archaïques et des infrastructures insuffisantes, ont empêché la modernisation du secteur agricole qui emploie encore 50 % de la population. L'augmentation des surfaces exploitables, consécutives à la mise en service du barrage Atatürk, ne suffira pas à régler les problèmes de ce secteur dont la modernisation par une profonde réforme agraire s'impose.

Par ailleurs, la forte démographie de la Turquie, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,2 %, lui donne aujourd'hui une population de plus de 60 millions d'individus soit 100 millions en 2015. Il en résulte, d'une part une certaine paupérisation de la société turque, et d'autre part des lacunes dans l'éducation. Des efforts sont nécessaires dans ce domaine pour élever le niveau technique et professionnel de la population.

Nombreux sont donc les problèmes à l'intérieur de la Turquie. Ils s'ajoutent à ceux engendrés par les relations difficiles, parfois ambiguës, qu'entretient le pays avec ses voisins.

A l'Ouest avec la Grèce et Chypre, au Nord avec l'Arménie et la Russie, à l'Est et au Sud avec le monde arabe.

Les différends entre la Turquie et la Grèce perdurent quant à la délimitation du plateau continental en mer Egée, des îles notamment dont dépend l'exploitation des richesses maritimes avec la mise en vigueur de la règle des 12 milles. La dernière crise entre Ankara et Athènes au sujet de la souveraineté du rocher d'Imia-Kardak, petit îlot du Dodécanèse, montre, si besoin en était, que la tension entre les deux pays constitue toujours une poudrière. La Grèce reste persuadée que les Turcs mettent en place une stratégie progressive de reconquête à ses dépens.

Vingt-trois ans après l'intervention de l'armée turque au nord de Chypre, l'avenir politique de cette république, membre à part entière de l'Organisation des Nations unies, reste incertain.

Chypre est toujours le point focal autour duquel s'articule l'antagonisme gréco-turc. Il faut reconnaître que les enjeux stratégiques sont d'importance, de part sa proximité des côtes anatoliennes, sa position face à deux ports militaires turcs qui sont Mersin et Iskenderun pouvant compromettre la stratégie maritime de la Turquie au Proche-Orient. Les derniers fronts de l'antagonisme entre les deux pays concernent le statut et la remilitarisation des îles grecques face au détroit des Dardanelles et du traitement des minorités respectives en Crète, en Thrace et à Chypre.

Les relations entre la Turquie et son voisin arménien se sont détériorées avec le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de l'enclave du Haut-Karabach qui relie par le chemin le plus court Erzurum à Bakou. De plus, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a ressuscité de vieilles revendications territoriales arméniennes sur l'Est de la Turquie. Moscou, qui soutient la cause arménienne, est par ailleurs préoccupée par le dynamisme conquérant de la présence turque en Azerbaïdjan.

Les relations entre la Turquie et les pays du Proche-Orient ont toujours été complexes et ambiguës. Malgré les revendications des islamistes qui aspirent à un marché musulman, la Turquie gravite toujours dans l'orbite américaine et européenne. De plus, la signature d'un accord militaire entre les Turcs et les

Israéliens a déclenché une vague de protestations dans le monde arabe et en Iran, et s'ajoute aux différends qui perdurent entre la Turquie et ses voisins du Sud.

La Syrie conteste la province du Hatay cédée aux turcs par les français en 1939 et elle est très préoccupée par la mise en œuvre du GAP qui a déjà entraîné une forte diminution du débit de l'Euphrate.

L'Iran s'inquiète de l'influence grandissante de la Turquie au Moyen-Orient, mais surtout en Azerbaïdjan, où une poussée du nationalisme azéri pourrait bien menacer son intégrité territoriale. Par ailleurs, tant l'Iran que la Syrie sont accusés par Ankara d'aider et de soutenir des organisations terroristes islamistes ou kurdes. Enfin, l'Irak tient encore quelques rancœurs à la Turquie pour avoir permis aux Américains, pendant la guerre du Golfe, de déclencher des missions à partir de la base aérienne d'Incirlik.

En première conclusion, il apparaît donc que la Turquie peut jouer un rôle majeur dans la région grâce à sa richesse culturelle, sa position stratégique, son potentiel économique financier et humain. Mais ses nombreux problèmes de politique intérieure et étrangère, et économique altèrent son image et l'handicapent profondément.

Au regard de ce constat, quelle place peut tenir la Turquie en Europe ?

## **LA TURQUIE, UN PARTENAIRE POUR L'EUROPE A LA FOIS INDESIRABLE ET COURTISE MAIS NECESSAIRE POUR L'EQUILIBRE DE LA REGION.**

**Les problèmes de la Turquie entravent la normalisation complète des relations de ce pays avec l'Europe dont elle reste pourtant un allié fidèle.**

Depuis les premiers pas de la République turque, le processus d'occidentalisation ne s'est pas interrompu. Même vers la fin des années 30, au moment où l'alliance occidentale avait besoin d'elle, et malgré les fortes tendances proallemandes au sein de l'armée et de la classe politique, la Turquie ne répéta pas l'erreur de la guerre précédente. Cette politique s'accélère même après la deuxième guerre mondiale, quand la guerre froide fait resurgir le vieux conflit russo-occidental pour le contrôle du Moyen-Orient et des mers chaudes. Elle devient membre de l'OTAN, malgré les réticences britanniques, et les témoignages de sa fidélité sont nombreux. Elle renoue, dès 1948, des relations avec Israël, condamne la nationalisation du canal de Suez par Nasser ainsi que le Front de libération nationale ( FLN ) pendant la guerre d'Algérie. Plus tard elle constitue la pierre angulaire du pacte de Bagdad chargé de former un pont entre l'OTAN et l'Association des nations du Sud-Est asiatique, ce qui lui attire l'hostilité du monde arabe, et plus récemment elle s'implique aux côtés des nations occidentales dans le conflit contre l'Irak. En outre, la Turquie est membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques ( OCDE ), du Conseil de l'Europe et associée à la Communauté européenne. Depuis 1987, elle ne

cesse de déposer des demandes d'adhésion pleine et entière à l' Union européenne qui ne cesse de les écarter.

Auparavant déjà ses tentatives d'intégration du marché commun commencèrent dès 1963, le 12 septembre, avec l'accord d'Ankara, complété le 23 novembre 1970 à Bruxelles par un protocole d'association qui ouvrait la perspective d'une adhésion à part entière. Près de trente ans plus tard la Turquie ne trouve toujours pas de place au sein de l'UE et ce malgré son appartenance depuis le 1er janvier 1996 à l'Union douanière.

Il semble donc clair que pour certaines nations européennes, la Turquie est indésirable au sein de la Communauté.

L'Allemagne, possédant une forte minorité turque et partenaire de longue date de la Turquie, déclare pourtant que celle-ci n'a aucune chance et avant longtemps d'intégrer l'UE, opinion partagée par l'Espagne et les Pays-Bas. La Grèce, quant à elle, affiche toujours son hostilité à cette adhésion tant l'antagonisme entre les deux pays est profond mais affirme paradoxalement que son frère ennemi a sa place en Europe. Seule la France, premier investisseur du pays, prend une position favorable pour la Turquie dans la mesure où celle-ci respectera certains critères politiques, économiques, ainsi que des critères qui tiennent du statut des minorités. Paris joue là certainement sa carte sud-européenne par rapport à une Allemagne beaucoup plus difficile à concurrencer sur les terrains Est-européens.

Quelles sont les raisons de l'apparent rejet de la Turquie par la majorité des composantes de l'Union européenne ? Certaines sont clairement affichées par le Parlement européen, les économistes, les politiques et les intellectuels. L'économie, l'immigration, le rôle ambigu de l'armée turque dans la vie politique et les droits de l'homme sont invoqués. D'autres sont moins avouées, car elles sont liées à la religion.

Il semble évident que l'Europe ne peut en aucun cas intégrer la Turquie selon les traités en vigueur, tant l'économie de celle-ci est encore faible pour affronter de plein fouet un régime de liberté et de concurrence internationale. En outre, l'aide financière de 800 millions d'écus sur cinq ans consentie dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Union douanière est toujours gelée suite au veto grec. Les autorités d'Ankara doivent donc prouver leur capacité à établir et maintenir des disciplines salariale, budgétaire, fiscale, tarifaire et monétaire. Les objectifs à remplir sont nombreux : contenir l'inflation, maintenir le déficit budgétaire à 3,7 %, équilibrer la balance des paiements...

Plus que les maux économiques turcs, le coût financier important que doivent supporter les pays membres de l'UE paraît être un obstacle à l'intégration de la Turquie en son sein.

En effet dans cette hypothèse, celle-ci recevrait une aide équivalente à 10 milliards de francs par an au titre des subventions versées aux régions européennes les moins développées comme les perçoivent la Grèce, le Portugal et l'Irlande. Les charges communautaires induites par cette adhésion seraient difficilement supportables dans la mesure où elles s'ajouteraient à celles des pays d'Europe

centrale dont l'intégration est inévitable tant ils sont rattachés historiquement et culturellement à l'Europe.

Le coût total annuel de l'intégration est estimé à environ 35 milliards d'écus à l'échéance de l'an 2000. De plus, la mise en vigueur de l'Union douanière avec la Turquie, dixième partenaire commercial de l'UE, permet aux européens de pénétrer à moindre coût le marché turc, étant donné la suppression des droits de douane.

L'intégration de la Turquie apporterait donc peu d'avantages supplémentaires sur ce volet économique et financier. Elle induirait au contraire un inconvénient majeur, celui de la libre circulation des travailleurs, comme le stipule le traité de Rome, et en conséquence un flux migratoire important vers les nations occidentales. Il s'agit déjà d'une pomme de discorde entre l'Union européenne et la Turquie qui exige la libre circulation de la force de travail afin de compenser les effets négatifs de l'Union douanière sur sa balance commerciale.

Il apparaît donc assez clairement que la Turquie est associée économiquement à l'Europe qui toutefois n'en veut pas comme partenaire, d'autant que se pose toujours le problème des droits de l'Homme.

Car le respect de la démocratie et des droits de l'homme est une condition sine qua non de toute normalisation des relations turco-communautaires. Aujourd'hui, force est de constater que le système politique en vigueur en Turquie est une démocratie incomplète dans laquelle sont absents les mécanismes essentiels pour l'exercice de libertés fondamentales. Pour y aboutir, le chemin est long et il passe par une réforme constitutionnelle, la mise en liberté de prisonniers politiques, l'abolition de l'article 8 de la loi anti-terroriste et de la législation ordinaire concomitante, l'abolition des lois dont l'objet est la régulation de la liberté d'opinion et d'expression, l'arrêt des violations des droits de l'Homme et de la répression militaire contre les Kurdes.

Le rôle ambigu de l'armée turque dans la vie politique du pays est assurément un obstacle à la normalisation des relations avec l'Union européenne.

Se présentant comme la gardienne de l'héritage d'Atatürk, s'appuyant sur les conservateurs pour ralentir le processus de démocratisation, elle limite considérablement la marge de manoeuvre des gouvernements successifs. Possédant le troisième groupe industriel du pays, l'armée est toute puissante; elle fixe les règles du jeu politique au travers du conseil de sécurité national, un organe officiellement consultatif mais dont les décisions sont incontournables. Sa prise du pouvoir par trois fois dans le passé est encore à l'esprit des nations européennes. De plus sa position très perplexe, à la vue des politiciens qui exploitent les sentiments religieux des gens à des fins politiques, n'est pas pour rassurer la communauté européenne, convaincue que l'armée turque ne permettra jamais un Etat fondé sur la Charia. Les expulsions par centaines, d'officiers et de sous-officiers proches des mouvements islamistes, attestent que l'institution militaire veut conserver son homogénéité idéologique nécessaire au contrôle de la vie politique.

La religion est donc au centre des préoccupations de l'armée et elle l'est aussi de celles de l'Union européenne quant à l'adhésion de la Turquie en son sein. La vraie question est de savoir si l'Europe veut d'un grand pays musulman !

La réponse a été donnée par des dirigeants de la Démocratie chrétienne européenne au cours d'une réunion à Bruxelles. La Turquie ne peut faire partie de

l'Europe pour des raisons de religion. Jacques Delors, en son temps, avait déjà assimilé l'Europe et la culture chrétienne.

Pourtant la réponse à cette question est fondamentale car elle conditionnera les éventuelles intégrations de pays européens où vivent en majorité des musulmans comme la Bosnie et l'Albanie.

Pour conclure ce chapitre, il semble indiscutable que la Turquie est proche de l'Europe, qu'elle s'est toujours comportée comme un allié fidèle et qu'elle aspire depuis longtemps à intégrer le vieux continent. Malgré ses efforts, elle semble indésirable par la communauté européenne, au regard de ses nombreux problèmes qui entravent la normalisation des relations bilatérales. De plus elle semble indésirable par ce qu'elle est une nation musulmane.

**Indésirable pour certains, courtisée par d'autres, la Turquie n'en demeure pas moins un enjeu stratégique majeur. L'Europe aura donc tout intérêt à l'intégrer dans l'avenir pour garantir la sécurité et la stabilité dans la région.**

Les Etats d'Europe de l'Ouest devraient pourtant moins se focaliser sur les problèmes de la Turquie, particulièrement sur ses manquements aux droits de l'Homme, et davantage sur ses succès. Cela ne signifie évidemment pas qu'il faut cesser de dénoncer la torture, la répression et tous les actes de barbarie ; ceux-ci doivent être combattus sans relâche. Mais ces efforts doivent s'inscrire dans une perspective globale dont l'enjeu est la stabilité de la République turque et au delà de toute une région particulièrement sensible.

C'est pourquoi l'Union européenne devra, dans l'avenir, passer outre les manoeuvres grecques et l'hostilité allemande, et accepter la Turquie en son sein. La différence culturelle ne doit pas être un obstacle comme le prétendent certains dirigeants politiques européens. Car parmi les valeurs représentées par l'Europe, il n'y a pas de place pour une discrimination fondée sur la religion. L'une des leçons les plus douloureuses de ce siècle, n'est elle pas la tragédie causée par la discrimination ethnique, religieuse et raciale? La Bosnie n'est elle pas le dernier exemple malheureux de cette dérive?

Aux côtés des occidentaux depuis quatre décennies la Turquie représente, de part sa situation géographique, un pont entre l'Occident et l'Orient, et un point de rencontre pour de nombreuses civilisations. Son adhésion permettra, non seulement de répandre les valeurs européennes vers le Caucase et l'Asie, mais jouera aussi un rôle de catalyseur pour l'établissement et la poursuite des relations de l'Europe avec les pays de la région.

En effet la Turquie offre sa parenté ethnolinguistique et ses cadres aux entreprises occidentales désireuses d'investir dans les pays turcophones notamment en Azerbaïdjan. Car ce dernier est détenteur d'importantes réserves offshore en mer Caspienne, et leurs exploitations annoncent la fin du déclin de ce pays qui semblait inexorable.

Ainsi, l'Europe, séduite par les richesses de la Transcaucasie, pourrait grâce à la Turquie s'investir enfin dans la région, rendant ainsi possible le rééquilibrage de relations trop longtemps dominées par des rapports inégaux avec Moscou.

Il apparaît donc que la Turquie devient une puissance régionale incontournable et que son intégration à part entière au sein de l'Europe sera un gage de sécurité dans la région.

En premier lieu, l'antagonisme avec la Grèce diminuerait sous la pression des exigences communautaires. Par ailleurs, les nombreuses incertitudes au sujet des Balkans et de ses minorités pourraient s'estomper par la présence d'un grand état musulman dans la Communauté. Car les risques d'affrontements perdurent, et en cas de déstabilisation au Kosovo, l'Albanie n'accepterait probablement pas d'abandonner leur minorité à majorité musulmane. Elle pourrait également difficilement contrôler l'afflux de réfugiés sur son territoire, conduisant à un risque de déstabilisation régionale. Dans un tel cas, la Turquie, qui a signé un accord de coopération militaire avec l'Albanie, serait amené à intervenir, entraînant la Grèce, soucieuse du sort de la minorité grecque en Albanie et d'un conflit à ses frontières. Les enjeux et la responsabilité de la communauté internationale et de l'Europe en particulier, sont, dans toutes les hypothèses, majeurs. L'UE sera donc contrainte d'aider la Turquie à trouver le chemin d'une véritable démocratie, de soutenir son économie afin de pouvoir l'accepter en son sein sans restriction d'ordre religieux.

Car une Turquie démocratique et laïque demeurera un rempart contre les dangers d'une montée de l'islamisme. En effet, depuis la fin des années 80, le courant islamiste semble de plus en plus présent dans l'espace politique, tandis que sa force culturelle ne cesse de grandir, d'où la crainte de voir la Turquie suivre la voie de l'Iran. De plus, le rôle politique de l'islamisme ne s'arrête pas aux élections législatives et municipales. La stratégie utilisée est l'entrisme c'est à dire l'infiltration des appareils étatiques afin d'y occuper des postes clés, l'objectif final étant la conquête de l'Etat et sa soumission à la Charia. Les mouvements islamistes s'appuient sur des grands réseaux de confréries religieuses, d'associations culturelles, de fondations, de cours coraniques, mais aussi de journaux, de magazines, d'entreprises commerciales et de banques. Dans un pays où l'islam est un puissant facteur culturel, donnant sens et orientation à la vie de millions de gens, la présence active de la religion dans la vie politique représente un risque sérieux. Les partis islamistes ne sont pas comparables aux partis chrétiens-démocrates d'Allemagne, d'Italie, de Belgique et des Pays-Bas.

Cependant, il ne s'agit pas d'entraver le libre accès des partis islamistes à l'espace politique. Il s'agit plutôt de leur permettre de participer au champ politique séculier, démocratique afin de relativiser le message messianique et de limiter leur impact sur les populations.

C'est pourquoi la Communauté européenne doit prendre ses responsabilités et devra accepter à terme une Turquie moderne, démocratique, sécularisée et industrialisée comme un véritable Etat d'Europe. Il faudra que l'Europe fasse preuve à l'égard de la Turquie, de moins d'indifférence, d'égoïsme et d'ignorance qui poussent des millions de turcs, souvent les plus démunis, à croire que l'intégrisme offre au moins quelque chose. Il faudra enfin que l'Europe fasse preuve de plus de cohésion et d'honnêteté quant à l'adhésion de la Turquie dans l'Union, qui poussent des milliers d'intellectuels turcs à ne plus croire en elle.

Alors que l'Académie des sciences de Russie et la *Rand corporation* prévoient une montée en puissance très forte des tensions entre l'Occident et l'islam dans les prochaines années, l'enjeu européen sera d'accepter la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union et de l'aider à approfondir sa laïcité et à s'identifier encore davantage aux démocraties occidentales.

## CONCLUSION

La Turquie demeure l'héritière de la révolution kémaliste des années vingt, mais certains des principes fondateurs de la République sont soumis à rude épreuve.

Sur le plan économique, l'évolution vers le libéralisme traduit bien la volonté d'adhérer à l'Union européenne, adhésion passant aujourd'hui par l'instauration d'une union douanière.

Le nationalisme jacobin d'Ankara, récusant les particularismes ethniques, affronte les combattants kurdes du PKK dans de sanglantes opérations militaires.

Si la péninsule balkanique continue de mobiliser l'attention de la Turquie, avec le contentieux grec, le conflit bosniaque et le devenir du Kosovo, l'éclatement de l'Union soviétique ouvre des perspectives nouvelles à la diplomatie et l'économie turque.

Enfin les valeurs de la laïcité se voient contestées par la montée de la revendication islamiste.

Ainsi toutes les difficultés que rencontre aujourd'hui ce pays dans les domaines politique, économique, social, culturel entravent la normalisation de ses relations avec l'Europe à laquelle elle tente de s'ancrer depuis plusieurs dizaines d'années. Pourtant, la construction de l'Europe du siècle prochain, animée par une économie forte et une politique étrangère et de sécurité commune, ne pourra pas se faire sans intégrer la Turquie pour des raisons de stabilité et de sécurité à ses frontières orientales. De plus, rejeter ce pays musulman hors d'Europe amplifierait la montée de l'islamisme.